La Revue du Trombinoscope



La Région Grand Est
FRANCE INVEST
RUNGIS MARCHÉ INTERNATIONAL
l'Opinion
LCP ASSEMBLÉE NATIONALE



LA VITICULTURE, **UN MÉTIER QUI PORTE SES FRUITS**

Jade,
étudiante filière viticole
à Avize Viti Campus

Vous aussi, **osez une formation qui a du sens,**
pour des métiers aux nombreux débouchés !

La Région Grand Est
LÀ OÙ L'AVENIR SE JOUE

© Région Grand Est / Direction de la Communication / 5611 / Juin 2025 / Crédit photo : Raoul Gilibert – Région Grand Est

www.trombinoscope.com

La Revue du Trombinoscope

Editeur
François-Xavier d'Aillières
fxdaillieres@trombinoscope.com

DOCUMENTALISTES
Isabelle Hay
ihay@trombinoscope.com
Sylvain Ragot
sragot@trombinoscope.com

RÉDACTION
Adèle Hospital
ah.trombinoscope@gmail.com
Maïlys Khider
mk.trombinoscope@gmail.com

PUBLICITÉ
Directrice de clientèle
Delphine Léguillon
dleguillon@trombinoscope.com

MAQUETTE
Delphine Léguillon

ABONNEMENT
Abonnement 1 an Tome I, Tome II
et Revue : 890 euros H.T.
Tél. 03 27 56 38 57
trombinoscope@propublic.fr

LE TROMBINOSCOPE
L'information de qualité politique, économique et des territoires

SAS au capital de 20.000 euros
922 389 929 RCS Nanterre
TROMBIMEDIA
Le Trombinoscope
5 rue d'Amboise
75002 Paris
Dépôt légal à parution
ISSN 2266 5587
Président : Alexandre FARRO

IMPRESSION
Printcorp

Édito

Nourrir, c'est déjà se défendre

Un million de fermes à la fin des années 1980, moins de 400 000 aujourd'hui. En une génération, la France a perdu plus de la moitié de ses exploitations, sans bruit et sans débat. Un agriculteur le dit dans le film : ceux qui mangent et ceux qui produisent sont devenus « deux mondes qui ne se parlent plus ». Qui décide encore de ce que mange la France ?

Reprendre la main

Une Vision pour la France est née pour poser ce genre de question. Huit films, huit hors-séries, huit rencontres, une seule ambition : reprendre la main.
Le monde se brutalise, et le commerce, l'énergie et la nourriture redeviennent des instruments de puissance. La France n'y est pas démunie. Elle a des femmes et des hommes qui savent faire, des filières qui tiennent, des territoires qui inventent. Ce qui lui manque n'est pas la ressource, c'est l'assemblage.
Chaque chapitre avance en trois mouvements. L'incarnation donne la parole à celles et ceux qui font, filmés dans leur travail. Le paradoxe nomme les contradictions que nous fabriquons nous-mêmes. La convergence montre des acteurs que tout sépare se mettre en mouvement vers un même objectif.

Pourquoi commencer par la terre

La souveraineté ne se découpe pas en tranches. Une nation qui veut se défendre doit pouvoir nourrir, soigner, produire, transporter, financer et protéger ses données. C'est la défense totale : elle n'est pas à inventer, elle est à articuler. Et avant de défendre un pays, il faut le nourrir.

Le paradoxe

« La société a des exigences que le consommateur n'a pas », entend-on dans le film. Nous exigeons de nos agriculteurs ce que nous n'exigeons pas de notre assiette. Nous disons vouloir du local, puis nous choisissons le prix. Nous aimons nos éleveurs, mais pas le poulailler au bout du chemin. Dans la Marne, un céréalier sème des lentilles. La France importe pourtant près de la moitié de celles qu'elle consomme, alors qu'elle sait les produire. Nous en sommes arrivés à interdire de produire ce que l'on accepte d'importer.

La question que nous vous confions

Les réponses existent. Vous les verrez dans le film, vous les lirez dans ces pages.



Elles viennent du terrain, et elles se rejoignent. La question, nous vous la laissons : à quel niveau voulons-nous reprendre la main sur ce qui nous nourrit ? Dans le rayon, dans la commune, dans la région, à Paris ou à Bruxelles ?
Une éleveuse a le dernier mot du film : « C'est pas notre métier, c'est notre passion, c'est notre vie. » Un cri n'est pas une plainte. C'est un appel, et il attend une réponse… ●

Alexandre Farro
Président du Trombinoscope

LE DOCUMENTAIRE

LE CRI DE NOS CAMPAGNES

Un documentaire sur ce qui nous nourrit et ce qui nous rassemble

*Le Trombinoscope consacre le premier chapitre de sa série **« Une Vision pour la France »** à la souveraineté agricole et alimentaire. Cinquante-deux minutes sans voix off : la parole appartient à celles et ceux qui font.*

01 POURQUOI CE FILM ?

Parce que la souveraineté alimentaire a des visages, et que les réponses existent déjà. Le film avance en trois mouvements.

1. **L'incarnation : des visages avant des chiffres**
   Un céréalier de la Marne sème des lentilles que la France importe alors qu'elle sait les produire, et les livre lui-même au supermarché voisin. Une éleveuse de la Meuse ouvre sa ferme aux passants : un quart d'heure suffit, dit-elle, à changer leur regard. Un betteravier de l'Aisne fouille la terre à la recherche d'une graine d'un millimètre. Le film entre par eux, dans leur travail.

2. **Le paradoxe : ce que nous exigeons du champ, nous ne l'exigeons pas de l'assiette**
   Le film ne cherche pas de coupable. Il montre une contradiction que nous fabriquons ensemble, du rayon jusqu'à Bruxelles.

3. **La convergence : les réponses existent, et elles se rejoignent**
   Une Région réoriente des aides européennes vers les jeunes éleveurs. Des producteurs reprennent la discussion avec les maires pour réinstaller des élevages. Rungis se veut le fer de lance de la souveraineté alimentaire. Un agriculteur propose que chaque décideur passe une journée sur une ferme. D'autres veulent reprendre la main sur leurs prix. Le documentaire montre comment l'Europe devient un acteur décisif, parfois protecteur, souvent contradictoire, toujours déterminant, dans le destin de nos agriculteurs et de notre souveraineté alimentaire.

Reprendre la main

Le savoir-faire est là, la volonté aussi. Ce film montre un pays qui est prêt, et qui peut y arriver.

02 LES TERRITOIRES RENCONTRÉS

Nos souverainetés se construisent dans les territoires. Chaque chapitre de la série met donc une Région à l'honneur, et donne la parole à celle ou celui qui la préside.
Pour ce premier chapitre, c'est le Grand Est, Région partenaire du documentaire, dont le président Franck Leroy est le grand témoin territorial. Le film y rencontre Romuald Carrouge, céréalier dans la Marne, et Lorine Collin, éleveuse dans la Meuse.

03 LES FEMMES ET LES HOMMES QUI FONT VIVRE NOS CAMPAGNES

Le film ne commente pas, il écoute. Des agriculteurs, des responsables de filière, des élus, ceux qui tiennent les marchés et ceux qui éclairent le débat : seize voix, filmées chez elles, sur leurs terres ou à leur poste.

Celles et ceux qui font

Bruno Cardot
Agriculteur dans l'Aisne

Romuald Carrouge
Céréalier dans la Marne

Lorine Collin
Éleveuse dans la Meuse

Benjamin Simonot-De Vos
Maraîcher en Seine-et-Marne, président du Carreau des producteurs de Rungis

Celles et ceux qui organisent

Olivier Alleman
Commissaire général du Concours général agricole

Benoît Biteau
Agriculteur et député

Dominique Chargé
Président de la Coopération agricole de 2018 à 2026

Jérôme Despey
Président du CENECA

Pierrick Horel
Président des Jeunes Agriculteurs de 2024 à 2026

Céline Imart
Agricultrice et députée européenne

Stéphane Layani
PDG de SEMMARIS, marché de Rungis

Franck Leroy
Président de la Région Grand Est

Celles et ceux qui éclairent

Emmanuelle Ducros
Journaliste

Philippe Goetzmann
Expert en agroalimentaire

Yves Le Morvan
Responsable Filières et Marchés, Agridées

Jean-Marie Séronie
Agroéconomiste

IMAGES EXTRAITES DU DOCUMENTAIRE









UNE PRODUCTION

LE TROMBINOSCOPE

EN PARTENARIAT AVEC

La Région Grand Est · FRANCE INVEST · RUNGIS MARCHÉ INTERNATIONAL · l'Opinion · LCP ASSEMBLÉE NATIONALE · ecosys GROUP · CONCOURS GÉNÉRAL AGRICOLE PARIS · agriDées · CENECA · SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE

ANNIE GENEVARD

Ministre de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté alimentaire

Retrouver la capacité de produire ce que nous mangeons

Aides face aux aléas climatiques, concurrence des importations, avenir de la PAC, renouvellement des générations : Annie Genevard revient sur les défis de l'agriculture française. Dans cet entretien, la ministre expose les choix qu'elle juge nécessaires pour permettre aux agriculteurs de vivre de leur travail et à la France de préserver sa capacité de production.

Les agriculteurs entendent beaucoup d'annonces. Que doivent-ils voir changer concrètement sur leur exploitation d'ici à la fin de l'année pour pouvoir dire : « Cette fois, la politique a changé quelque chose » ? Et quand les premières aides leur seront-elles effectivement versées ?

Je comprends cette impatience. Une annonce n'a de valeur que lorsqu'elle se traduit sur le compte bancaire de l'agriculteur ou dans son quotidien.

C'est précisément l'objectif du plan que j'ai annoncé début septembre, qui mobilise 1,3 milliard d'euros après la sécheresse et la canicule : indemniser les pertes, soulager immédiatement les trésoreries et permettre de préparer la prochaine campagne. Les premières reconnaissances ouvrant droit à l'ISN ont été prises dès le 7 septembre dans 18 départements, et les premiers paiements pour les agriculteurs non assurés interviendront dès octobre.

Mais cet été doit aussi nous rappeler une chose : face à des aléas climatiques de plus en plus fréquents, les agriculteurs doivent davantage s'assurer. L'État sera présent en cas de crise majeure, mais l'assurance doit devenir un véritable réflexe de protection des exploitations.

Mais il n'y a pas que les aides. D'ici la fin de l'année, les agriculteurs doivent également commencer à voir les effets de la loi d'urgence agricole : moins de normes inutiles, des projets d'élevage ou de stockage de l'eau facilités, davantage de protection contre les concurrences déloyales. Mon objectif est que les décisions prises à Paris se voient enfin dans les cours de ferme.

Peut-on continuer à demander toujours davantage aux agriculteurs français tout en important des produits qui ne respectent pas les mêmes règles ? Si la réponse est non, qu'êtes-vous prête à changer concrètement ?

Non. Et c'est même une question de justice élémentaire.

On ne peut pas demander à nos agriculteurs de respecter parmi les standards sanitaires et environnementaux les plus exigeants au monde et, dans le même temps, organiser leur mise en concurrence avec des produits qui ne respectent pas ces standards.

C'est pourquoi nous sommes en train de changer de logique. La loi d'urgence agricole donne désormais au ministre de l'Agriculture les moyens d'interdire l'importation de denrées présentant des résidus de certaines substances ou médicaments vétérinaires interdits dans l'Union européenne. Elle renforce également les contrôles sur les importations et crée une brigade dédiée.

Je porte la même exigence dans les négociations commerciales européennes : pas d'ouverture supplémentaire de notre marché agricole sans garanties solides sur les normes et sans protection effective de nos filières sensibles.

La réciprocité des normes ne peut plus être un slogan. Elle doit devenir une condition de notre politique commerciale.

La future politique agricole commune suscite des inquiétudes. La France exigera-t-elle le maintien du budget de la PAC en euros constants après 2027, et quelles priorités défendra-t-elle dans les négociations européennes ?

La PAC est une ligne rouge parce qu'elle n'est pas une politique européenne parmi d'autres. C'est la politique qui garantit notre capacité à nous nourrir.

Le Premier ministre a pris l'engagement de sanctuariser le budget de la PAC en euros courants : il ne manquera pas un centime à l'agriculture dans cette future PAC par rapport à la programmation actuelle. Nous ne pouvons pas accepter une PAC qui, par l'inflation ou par des transferts de charges vers les États, aurait en réalité moins de moyens pour soutenir les agriculteurs.

Je défends également le maintien d'une véritable politique commune, avec un budget agricole identifié et une architecture qui permette de soutenir le revenu, de stabiliser les marchés, d'investir, d'accompagner l'adaptation au changement climatique et de préparer le renouvellement des générations. C'est la position que la France porte depuis le début des négociations.

Comment installer une nouvelle génération d'agriculteurs alors que les métiers restent insuffisamment rémunérateurs et que l'accès au foncier comme au financement demeure très difficile ?

Il faut avant tout donner envie aux jeunes générations de devenir agriculteurs. Tout le contexte actuel peut leur faire peur, et c'est compréhensible. Mais il faut aussi leur permettre d'en vivre.

C'est pourquoi le premier enjeu reste le revenu. Personne ne reprendra durablement une exploitation dont le modèle économique ne permet pas de vivre de son travail.

Nous devons agir simultanément sur l'installation, la transmission,

le foncier et le financement. La loi d'orientation agricole a créé de nouveaux outils : accompagnement individualisé de l'installation et de la transmission, diagnostic des exploitations, droit à l'essai d'association, aide au passage de relais. À compter de janvier 2027, France Services Agriculture doit offrir un point d'entrée unique à ceux qui veulent s'installer ou transmettre.

Le renouvellement des générations est probablement le défi le plus déterminant des dix prochaines années. Car sans agriculteurs, il n'y a tout simplement plus de souveraineté agricole.

Après un nouvel été marqué par la sécheresse et les pertes de récoltes, comment passer d'une politique de réparation des crises à une véritable stratégie d'adaptation de l'agriculture au changement climatique ?

C'est précisément le changement de méthode que nous devons accomplir.

Il faut évidemment indemniser lorsque survient une catastrophe. Mais nous ne pouvons pas reconstruire chaque année ce que le climat détruira l'année suivante. Il faut désormais investir massivement dans la résilience de nos exploitations.

Cela passe d'abord par l'eau. La loi d'urgence agricole fixe notamment un objectif de doublement des capacités de stockage d'eau agricole à horizon 2035 et simplifie les procédures permettant de faire émerger les projets, tout en maintenant une gestion équilibrée de la ressource.



Cela passe aussi par la génétique et l'innovation variétale, la rénovation des vergers, l'adaptation des bâtiments d'élevage, la gestion des sols ou encore la prévention sanitaire. Plusieurs de ces dispositifs ont été renforcés cette année dans le cadre de la planification écologique et du plan CASI.

L'adaptation au changement climatique n'est plus un volet de la politique agricole. Elle doit désormais irriguer toute la politique agricole.

Quel modèle agricole la France doit-elle privilégier : produire davantage, réduire sa dépendance aux importations ou accélérer la transition écologique ? Ces trois ambitions sont-elles réellement conciliables ?

Je refuse de choisir entre ces trois objectifs parce que je pense précisément que l'avenir de notre agriculture consiste à les réconcilier.

Nous devons produire, parce que notre première responsabilité est de nourrir les Français. Nous devons reconquérir notre souveraineté, notamment dans les filières où notre dépendance s'est dangereusement accrue. Et nous devons adapter nos modes de production, parce qu'une agriculture qui ne s'adapterait pas au climat, à la disponibilité de l'eau ou à la raréfaction de certains intrants ne pourrait tout simplement plus produire demain.

«Une nation qui perd la maîtrise de son alimentation perd une part de sa liberté.»

La transition écologique ne doit donc pas être pensée contre la production. Elle doit permettre de la préserver.

Cela suppose de sortir de deux caricatures : celle d'une agriculture qui pourrait continuer exactement comme avant malgré le changement climatique, et celle d'une écologie qui considérerait que moins produire en France serait nécessairement une victoire environnementale, alors que cela peut simplement conduire à importer davantage.

Mon modèle, c'est une agriculture française qui produit, qui s'adapte et qui reste maîtresse de son destin.

Notre fil rouge, dans « Une Vision pour la France », tient en quatre mots : « Comment reprendre la main ? » Pour l'agriculture française, qu'est-ce que cela signifie ? Quels sont les deux ou trois choix essentiels à engager maintenant ? Et si vous ne pouviez en retenir qu'un, lequel serait-il ?

Reprendre la main, c'est d'abord retrouver la capacité de décider de ce que nous voulons produire en France, plutôt que de constater année après année nos dépendances. Cela suppose trois choses.

D'abord, redonner à ceux qui produisent les moyens de vivre de leur travail, car il n'y aura pas de souveraineté agricole sans agriculteurs.

Ensuite, protéger notre capacité de production : notre foncier, notre eau, nos élevages, nos filières, et refuser les concurrences déloyales qui conduisent à remplacer progressivement la production française par des importations.

Enfin, investir dans l'agriculture de demain : adaptation climatique, innovation, renouvellement des générations, prévention sanitaire.

Et si je devais n'en retenir qu'une, je dirais celle-ci : retrouver la capacité de produire ce que nous mangeons. Parce qu'au fond, tout en découle. Une nation qui perd la maîtrise de son alimentation perd une part de sa liberté. Et la souveraineté alimentaire, ce n'est pas le repli : c'est la capacité de choisir plutôt que de dépendre. ●

Interview réalisée par Le Trombinoscope

AGRICULTURE : SORTIR DE LA POLITIQUE DE L'URGENCE

Derrière le cri des campagnes la souveraineté de la France

Brice SOCCOL

- Président Public & Private Link
- Politologue



©Frederique Touitou

Cet été, en Gironde, les agriculteurs ont rappelé une réalité : ils sont parmi ceux qui connaissent le mieux leurs territoires et peuvent être, dans les moments de crise, des acteurs de la protection collective. Avec leurs tracteurs et leurs citernes, des dizaines d'entre eux sont venus épauler les pompiers, ravitailler les camions en eau et contribuer à contenir les flammes.

Cette image dit peut-être quelque chose d'essentiel de notre rapport à l'agriculture : nous avons besoin des agriculteurs non seulement pour nous nourrir, mais aussi pour entretenir nos paysages, protéger nos territoires et faire face aux conséquences du dérèglement climatique. Dans une France confrontée cet été à des incendies d'une ampleur exceptionnelle, leur présence aux côtés des pompiers rappelle que l'agriculture est aussi une force de résilience nationale.

Nous devons prendre au sérieux le cri des campagnes. Non parce que les agriculteurs auraient toujours raison, ni parce que toute revendication professionnelle devrait devenir une politique publique. Mais parce que, derrière les colères successives du monde agricole, se dessine une question qui dépasse largement le revenu des exploitants ou le niveau des normes : quelle maîtrise la France entend-elle encore conserver sur sa propre alimentation ?

Depuis deux ans, les crises agricoles se succèdent sans véritablement se résoudre. À l'hiver 2024, les tracteurs avaient envahi les routes et les villes. En 2025, la colère était revenue, nourrie par les prix, les normes, les contraintes environnementales et la concurrence internationale. En janvier 2026, les agriculteurs sont de nouveau descendus dans la rue, autour notamment de l'accord entre l'Union européenne et le Mercosur, de la dermatose nodulaire bovine et de l'application de la loi Duplomb. Les annonces gouvernementales, les plans d'urgence et les engagements successifs n'ont pas suffi à éteindre le sentiment d'abandon.

Ce qui frappe, dans cette succession de mobilisations, est précisément leur caractère répétitif. À chaque crise, l'État répond par une mesure. À chaque colère, un nouveau texte. À chaque manifestation, un nouveau plan. Comme si l'agriculture française était devenue l'un de ces problèmes publics que l'on traite dans l'urgence sans jamais parvenir à en définir la stratégie de long terme.

La loi Duplomb, adoptée définitivement le 8 juillet 2025 et promulguée le 11 août après une censure partielle du Conseil constitutionnel, est devenue le symbole de cette fracture. Présentée comme une loi destinée à « lever les contraintes » pesant sur les agriculteurs, elle a cristallisé l'opposition entre deux visions de l'agriculture : celle qui considère la simplification des normes comme une condition de la survie économique des exploitations et celle qui redoute que la recherche de compétitivité se fasse au détriment de la santé et de l'environnement. Le débat sur l'acétamipride, insecticide de la famille des néonicotinoïdes, en a été l'illustration la plus spectaculaire. Le Conseil constitutionnel a censuré en août 2025 les dispositions permettant sa réintroduction sous conditions. Un an plus tard, le sujet est revenu par la fenêtre de la loi d'urgence agricole, preuve que le conflit n'avait pas disparu mais simplement changé de terrain.

Faut-il pour autant réduire la crise agricole à la question des pesticides ? Ce serait manquer l'essentiel. Les agriculteurs ne



demandent pas seulement moins de normes. Ils demandent de pouvoir vivre de leur travail. Ils demandent de la visibilité. Ils demandent que les règles auxquelles ils sont soumis soient compatibles avec celles de leurs concurrents. Ils demandent enfin que la société dise clairement ce qu'elle attend de son agriculture.

C'est cette contradiction qui est devenue explosive. Nous voulons une agriculture plus écologique, mais nous importons des produits qui ne sont pas toujours soumis aux mêmes contraintes. Nous voulons des prix alimentaires accessibles, mais nous souhaitons que les producteurs soient correctement rémunérés. Nous voulons préserver la biodiversité, réduire les pesticides, économiser l'eau et lutter contre le changement climatique, tout en demandant à notre agriculture de rester compétitive sur un marché mondial.

Tout cela est possible. Mais pas sans arbitrages. Et surtout pas sans accepter que la souveraineté alimentaire ait un coût.

« Le problème n'est plus de savoir comment éteindre la prochaine colère agricole. Il est de savoir quelle agriculture la France veut encore avoir dans vingt ans. »

La France vient précisément de franchir une nouvelle étape avec la loi d'urgence pour la protection et la souveraineté agricoles. Annoncé au cœur de la nouvelle mobilisation agricole, le texte a été déposé au Parlement en avril 2026. Il a été définitivement adopté par l'Assemblée nationale le 20 juillet et par le Sénat le 21 juillet, après un accord en commission mixte paritaire. Saisi par des parlementaires, le Conseil constitutionnel l'a déclaré partiellement conforme le 14 août, avant sa promulgation le 18 août. Le symbole est puissant : un an après la loi Duplomb, la République adopte une nouvelle loi pour tenter de répondre à la crise agricole.

Le texte porte notamment sur l'accès à l'eau, les moyens de production, la protection des élevages, la lutte contre la concurrence déloyale et certaines dérogations concernant les produits phytosanitaires. Il entend contribuer à la « reconquête de la souveraineté alimentaire française ». Mais le mot est plus important que le texte : souveraineté. La crise agricole française n'est pas seulement une crise de revenus. C'est une crise de souveraineté.

La guerre en Ukraine l'a brutalement rappelé : les céréales, les engrais, l'énergie, les semences et les routes commerciales sont des instruments de puissance. Les tensions géopolitiques récentes ont encore montré notre dépendance aux importations d'engrais. La question alimentaire est désormais indissociable de la question stratégique. Dans ce contexte, la France ne peut pas se contenter d'être une grande puissance agricole sur le papier. Elle doit se demander ce qu'elle veut continuer à produire, dans quelles conditions et avec quelles protections.

L'accord avec le Mercosur concentre cette contradiction. Comment demander à un éleveur français de respecter des normes sanitaires, environnementales et sociales toujours plus exigeantes et accepter simultanément l'entrée sur le marché européen de produits qui ne sont pas soumis aux mêmes règles ? Le problème n'est pas l'ouverture commerciale en elle-même. Le problème est l'absence de réciprocité. Une politique agricole cohérente ne peut pas demander aux producteurs français de monter sans cesse le niveau des exigences tout en organisant, dans le même temps, les conditions de leur propre concurrence. Il y a là une question de justice économique, mais aussi une question écologique. Car si nous cessons de produire ici pour importer ailleurs, nous ne supprimons pas nécessairement notre empreinte environnementale : nous la déplaçons.

La souveraineté alimentaire n'est donc pas le retour à l'autarcie. Elle consiste à savoir quelles dépendances sont acceptables et lesquelles ne le sont pas. C'est la raison pour laquelle la question de l'eau devient centrale.

Les sécheresses successives, les vagues de chaleur et les bouleversements du calendrier agricole ne constituent plus des accidents exceptionnels. Ils annoncent un nouveau régime climatique. La France devra donc investir dans l'adaptation de son agriculture : stockage, irrigation raisonnée, sélection variétale, nouvelles cultures, infrastructures hydrauliques, recherche et innovation. Là encore, les choix sont politiques. Qui décide des usages de l'eau ? Quelle priorité donner à l'alimentation ? Quels investissements voulons-nous consentir ? Et combien sommes-nous prêts à payer pour maintenir une capacité de production agricole sur notre territoire ?

Ces questions ne peuvent pas être tranchées uniquement au moment où les rivières sont à sec ou lorsque les tracteurs bloquent les routes. C'est toute la faiblesse de notre politique agricole depuis plusieurs années : nous avons trop souvent répondu à des crises structurelles par des réponses conjoncturelles. La loi d'urgence agricole est nécessaire. Mais elle ne pourra être efficace que si elle ouvre une politique de long terme. Une agriculture ne se transforme pas en quelques mois. Il faut des années pour installer un jeune agriculteur, transmettre une exploitation, reconstituer un cheptel, changer une culture, construire une retenue d'eau ou développer une filière de transformation.

Il faut donc retrouver le temps long. Et surtout retrouver une ambition. La France possède encore des atouts considérables : des terres fertiles, des filières diversifiées, des savoir-faire, une recherche agronomique reconnue, des industries agroalimentaires puissantes et une image mondiale associée à la qualité de son alimentation. Mais une puissance qui ne maîtrise plus les conditions de sa production finit par perdre une part de sa liberté. Le cri des campagnes n'est donc pas celui d'un monde ancien qui refuserait le changement. C'est celui d'un monde qui demande à savoir où nous voulons aller. Les agriculteurs peuvent changer leurs pratiques. Ils peuvent contribuer à la transition écologique. Ils peuvent innover, investir, économiser l'eau et réduire les intrants. Mais ils ne peuvent pas porter seuls toutes les contradictions de la société française.

Nous voulons manger mieux, moins cher, produire plus durablement, préserver notre environnement, maintenir nos paysages, sauver nos villages et rester compétitifs sur le marché mondial. Il faudra choisir, hiérarchiser, arbitrer. C'est précisément le rôle du politique. La succession de la crise agricole de 2024, de la loi Duplomb en 2025 et de la loi d'urgence agricole en 2026 devrait nous conduire à cette conclusion simple : le problème n'est plus de savoir comment éteindre la prochaine colère agricole. Il est de savoir quelle agriculture la France veut encore avoir dans vingt ans.

Car derrière le cri de nos campagnes se joue une question beaucoup plus vaste que le destin d'une profession. Une nation qui ne maîtrise plus les conditions de sa propre alimentation maîtrise-t-elle encore pleinement son destin ? Ce sera un des débats majeurs de la prochaine élection présidentielle. ●

L'AGRICULTURE ET SES MUTATIONS PAR TEMPS DE GUERRE

Thierry POUCH

- Chef économiste à Chambres d'agriculture France
- Chercheur associé au Laboratoire Crieg-Regards de l'Université de Reims Champagne-Ardenne.



©Bapoushoo

Après plusieurs réformes de la Politique agricole commune et l'instauration en 2019 du Pacte Vert (Green Deal), les agriculteurs européens ont été invités à changer leurs pratiques culturales et d'élevage, afin de construire un nouveau paradigme productif en phase avec la problématique du changement climatique et de la biodiversité. Les recommandations émanant de la Commission européenne ont essentiellement porté sur la réduction de l'usage des engrais minéraux, des pesticides, et sur l'extension des surfaces en agriculture biologique. La logique à l'œuvre depuis la fin de la décennie 1990 était donc centrée sur la formation d'un nouveau modèle productif en agriculture, se démarquant du précédent mis en œuvre au début des années 1960. Les nombreuses externalités négatives engendrées par ce modèle souvent qualifié de « productiviste », ont porté atteinte à la qualité des sols, à l'environnement, et à la biodiversité. Une nouvelle trajectoire devait donc s'ouvrir pour l'agriculture, renforcée par la sécheresse de cet été 2026.

Plusieurs chocs ont manifestement contrecarré cette mécanique du changement. D'abord le choc de la mondialisation. Celle-ci a en effet reconfiguré la hiérarchie des nations productrices et exportatrices de produits agricoles et alimentaires. La montée en puissance de pays comme le Brésil, désormais troisième exportateur mondial, plus récemment de la Russie dans le domaine céréalier, ou encore, au sein de l'UE, de la Pologne, s'est traduite par une intensification de la concurrence qui a été préjudiciable à l'agriculture française. L'économie mondiale est ainsi devenue un vaste espace de rivalités commerciales, de moins en moins encadré par une Organisation mondiale du commerce défaillante, au regard du cycle de Doha enclenché en 2001 et à ce jour toujours pas finalisé.

Ensuite, la guerre en Ukraine. Ce conflit armé a mis au jour les dépendances des Etats membres de l'UE en énergie et en engrais, la Russie étant l'un des principaux fournisseurs mondiaux d'intrants pour le secteur agricole. Même si la pandémie de Covid-19 a été un signe annonciateur d'une réhabilitation de la notion de souveraineté au sens large (alimentaire mais aussi énergétique), la guerre en Ukraine a, en France, consolidé la volonté politique de la restaurer. Enfin, la guerre au Moyen-Orient et la fermeture du Détroit d'Ormuz ont exacerbé la prise de conscience des dépendances en énergie et en engrais, dont les prix de ces derniers ont flambé, alourdissant ainsi les coûts de production des agriculteurs. De plus, avec ces deux conflits, l'inflation a fait son grand retour.

Un autre choc à venir a trait à l'adhésion de ce géant agricole qu'est l'Ukraine à l'UE. L'Ukraine est le plus grand pays agricole d'Europe (41 millions d'hectares), et son agriculture, une fois passé le conflit, devrait non seulement exercer une concurrence accrue pour les agriculteurs européens (volaille, œufs, céréales, oléagineux, mais aussi oignons, cerises, noix...), et probablement déplacer le centre de gravité politique de l'UE.

Ces chocs géopolitiques ont indéniablement concouru à un effacement relatif mais bien réel des ambitions politiques en matière de transitions agroécologiques. Il suffit de constater le désarroi des agriculteurs au sujet du prix et des disponibilités des engrais, la France ayant émis l'ambition de se doter de stocks stratégiques. A contrario, ces guerres forment une incitation supplémentaire pour se déprendre des engrais chimiques et des énergies fossiles et ainsi accélérer le changement de paradigme productif agricole.

« Quoi qu'il en soit, les trajectoires que doit emprunter l'agriculture ne peuvent plus être dissociées d'un contexte géopolitique des plus tendus et incertains. »

Quoi qu'il en soit, les trajectoires que doit emprunter l'agriculture ne peuvent plus être dissociées d'un contexte géopolitique des plus tendus et incertains. Ce contexte doit être de plus en plus incorporé dans les décisions politiques et économiques que les acteurs doivent prendre en matière d'agriculture. Car si les mutations agricoles ont été percutées par ces deux guerres, il en reste une qui ne peut être négligée : celle de garantir la sécurité des approvisionnements alimentaires.

Une perspective pour laquelle l'UE semble assez mal préparée à répondre. Que souhaite-t-elle faire de son agriculture dans un monde aussi incertain ? En ce sens, l'échéance de la prochaine PAC 2028-2034 devrait être décisive, et, en cela, l'influence de la France, première puissance agricole de l'UE, mérite d'être préservée, si ce n'est approfondie. ●



NOUS DEMANDONS UNE VISION FORTE POUR PRODUIRE, ENTREPRENDRE ET VIVRE DE L'AGRICULTURE !

Arnaud ROUSSEAU

▶Président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles



Au printemps 2025, lorsque sous l'impulsion et les propositions de l'ensemble du réseau de la FNSEA, la loi d'orientation agricole a été promulguée, nous, agricultrices et agriculteurs, avons voulu y voir un premier pas décisif pour permettre à la France de renouer avec une ambition agricole à la hauteur des enjeux économiques, climatiques, énergétiques et environnementaux, tout comme des attentes alimentaires, en termes de qualité et de santé des Français.

Oui, nous avons fondé beaucoup d'espoir dans cette loi « pour la souveraineté alimentaire et le renouvellement des générations en agriculture ». Car elle portait en elle des trajectoires pour reconquérir la souveraineté alimentaire, qui reposaient sur la formation, l'accès à l'innovation, la sécurisation et la simplification de l'exercice des activités agricoles. Tout cela pour engager un passage de relai efficace entre générations, et pour accélérer les transitions. Enfin, nous avions le sentiment que notre cri, issu de toutes les campagnes, qui a trouvé son écho aux quatre coins de l'Europe, avait obtenu sa caisse de résonance.

Hélas, la portée de cette loi reste limitée. La raison ? Il manque à la France, comme à l'Europe, une vision pour son agriculture ! Rien de durable ne pourra se faire sans une vision forte, claire, structurée et ambitieuse pour notre agriculture. Cette vision, nous la réclamons avec insistance au Président de la République. Sans effet à cette heure…

« Renoncer à produire, c'est renoncer à être souverain. »

Aujourd'hui, le conflit au Moyen-Orient et les épisodes climatiques extrêmes obligent à se concentrer sur l'urgence. Mais l'agriculture ne peut plus être gérée en passant d'une urgence à l'autre ! A la FNSEA, nous avons la volonté farouche de sortir l'agriculture française de l'impasse dans laquelle elle est cantonnée. Notre production recule. Nos dépendances augmentent. Nos marges disparaissent. Nos revenus sont fragilisés. L'innovation stagne. Nos jeunes – et moins jeunes - doutent… Ce n'est plus tenable, c'est la voie toute tracée pour déléguer notre alimentation, et offrir les assiettes des Français à des pays moins scrupuleusement attachés que nous à la qualité des produits et à la santé de nos concitoyens.

Renoncer à produire, c'est renoncer à être souverain. Renoncer à produire en agriculture, c'est renoncer à l'une des activités les plus structurantes de notre continent, de nos territoires, de notre société, créatrice de richesses, de lien et d'opportunités.

Pour la FNSEA, la vision est claire, nous l'avons construite avec les agriculteurs, et nous la porterons à tous les candidats à l'élection présidentielle : nous voulons produire, entreprendre et vivre de l'agriculture en France.

A l'heure d'un nécessaire sursaut de l'économie française, face au défi de son endettement abyssal, la raison doit ramener notre pays sur la voie de la production. Il faut déverrouiller la porte du progrès, redonner à la société française dans son ensemble l'envie d'avancer,



de prendre des initiatives, dans des métiers qui ont du sens. Oui, ce que nous portons, c'est un véritable projet de société pour notre pays.

Pour cela, nous assumons pleinement d'ouvrir des débats importants.

Le premier : celui de la reconnaissance. Nous réclamons une vision de vérité sur l'acte de production agricole, la valeur travail, le goût d'entreprendre, la connaissance des réalités et l'intégrité de l'agriculture française et des agriculteurs dans tous les aspects de la vie de l'Etat et de la vie publique. Il faut opérer un retournement du regard politique et social sur l'agriculture.

Le deuxième : celui du droit d'entreprendre. Le principe de précaution est devenu un principe d'immobilisme, un argument d'autorité dans les mains de ceux qui veulent jouer l'obstruction. Nous lui préférons un principe d'innovation, fondé sur la science, ouvert au risque maitrisé et tourné vers l'avenir.

Troisième combat : celui de l'autonomie à l'échelle des territoires, pour faire progresser nos revenus avec une visibilité sur l'accès aux moyens de production, nous pourrons développer des projets dans un cadre de confiance durable et de profitabilité.

L'agriculture française doit retrouver la place qui doit être la sienne au cœur de notre économie, de nos territoires et de notre souveraineté.

Rendez-vous est donné au prochain Président de la République : dans le monde qui vient, une nation qui ne produit plus ne décide plus. ●

RÉARMER LA PRODUCTION FRANÇAISE : L'URGENCE ÉCOLOGIQUE QUE PERSONNE NE NOMME !

Laurent DUPLOMB

▶Sénateur Les Républicains de la Haute-Loire



La loi d'urgence pour la protection et la souveraineté agricole, promulguée le 18 août 2026 par le président de la République, après sa validation par le Conseil constitutionnel, et dont j'ai été le rapporteur au Sénat, n'est pas un texte de plus dans l'empilement normatif français. C'est un changement de cap.

A travers ce texte, on cesse de regarder l'agriculture comme un problème à contenir, pour la considérer comme une solution à reconstruire. Car la vérité est simple : la France ne peut pas prétendre protéger l'environnement si elle renonce à produire sur son propre sol.

Le volet eau du texte en est une illustration. En inscrivant dans la loi, l'objectif de doubler d'ici à 2035 les volumes de stockage de l'eau destinés aux usages agricoles, de simplifier la réalisation des ouvrages et de renforcer la représentation des agriculteurs dans la gouvernance locale de l'eau, le législateur a enfin assumé que la ressource doit être gérée, planifiée, sécurisée. Une agriculture sans eau est une agriculture condamnée.

Le deuxième pilier, celui de la prédation, met fin à une forme d'aveuglement. Autoriser le tir du loup avec lunettes thermiques, indemniser les éleveurs sans exiger des dispositifs impossibles à mettre en place, renforcer les sanctions en cas d'atteinte aux exploitations : ce sont des mesures de réalité. Elles ne relèvent ni du symbole ni du folklore pastoral. Elles disent que l'État protège ceux qui nourrissent le pays.

Le troisième pilier, celui des moyens de production, est peut-être le plus décisif. Sortir les bâtiments d'élevage du régime des ICPE (Installations classées pour la protection de l'environnement) et les aligner sur les seuils en vigueur dans les autres pays européens, renforcer la protection du foncier agricole, rééquilibrer les relations commerciales, lutter contre les concurrences déloyales en renforçant le contrôle des produits importés… Et pour certaines filières fragilisées — betteraves, cerises, pommes, noisettes — réintroduire à titre dérogatoire des molécules indispensables, comme l'acétamipride ou la flupyradifurone, lorsqu'aucune alternative n'existe, revient simplement à se mettre au niveau de ce qui est déjà autorisé dans l'Union européenne, comme je le défendais dans la proposition de loi Duplomb 2. Ce sont des mesures simples mais essentielles pour assouplir, protéger et renforcer notre potentiel productif.

Pendant vingt ans, on nous a fait croire que produire était en soi suspect. Résultat : notre pays importe 95 % du coulis de tomate, 80 % du beurre industriel, 60 % du miel. La France, jadis excédentaire de 12 milliards, affiche aujourd'hui un déficit agricole pouvant atteindre –12 milliards en décomptant les vins et spiritueux. Pendant ce temps, l'Espagne engrange 18 milliards d'excédents, et l'Europe un solde positif de 50 milliards.

Ce déclin de la Ferme France n'a rien de fatal. Il est le produit d'un système normatif devenu délirant : 120 milliards d'euros de coûts de normes en France, contre 5 milliards en Allemagne. Vingt-deux fois plus ! Aucun pays au monde ne peut rester compétitif avec un tel handicap. Aucun agriculteur ne peut tenir quand chaque acte de production est entravé par des surtranspositions, des procédures, des injonctions contradictoires.

« La souveraineté alimentaire n'est pas un slogan : c'est une condition de stabilité nationale. »

La loi d'urgence agricole ne règle pas tout : la fiscalité reste un angle mort et les coûts de production demeurent écrasants. Mais elle a fait tomber des totems et montré qu'une autre approche est possible : celle d'une écologie qui protège la capacité de produire, plutôt qu'une écologie anticapitaliste qui interdit de produire. Une écologie qui assume l'optimisation plutôt que la décroissance.

Car un pays qui cesse de produire devient dépendant, vulnérable, incohérent écologiquement et affaibli économiquement. Un pays qui ne produit plus ce qu'il consomme se met à genoux : il accepte des importations qui ne respectent pas ses propres normes et renonce à toute cohérence écologique, puisque ces denrées parcourent des milliers de kilomètres avant d'arriver dans nos assiettes. La souveraineté alimentaire n'est pas un slogan : c'est une condition de stabilité nationale.

On ne peut plus continuer à balayer la poussière sous le tapis tout en regardant s'effondrer l'agriculture française.

Réarmer la production française, c'est nommer la véritable urgence écologique que chacun ressent lorsque les rayons se vident, lorsque les prix flambent, lorsque les filières disparaissent.

Réarmer la production en France, c'est éviter les importations du bout du monde, celles qui émettent le plus de CO_2 ; c'est nommer l'urgence écologique, la vraie.

Retrouver la capacité de produire, c'est retrouver la capacité de tenir. Et c'est de cette capacité que dépend désormais la stabilité du pays. ●

POUR UNE AGRICULTURE SOUVERAINE, COMMENÇONS PAR GARANTIR LE REVENU DES AGRICULTEURS

Sandrine LE FEUR

▶Députée Ensemble pour la République du Finistère



©Assemblée nationale

L'agriculture française traverse une crise profonde. Je suis moi-même agricultrice : je sais ce que représentent les journées qui commencent dans la nuit, les semaines sans week-end, l'inquiétude lorsque les rendements baissent et que les pertes s'accumulent. Je sais aussi l'**attachement profond qui lie les agriculteurs à leur métier**, à leurs terres et à ce qu'ils transmettront demain.

Mais aucun attachement, aussi profond soit-il, ne peut justifier un tel écart entre le temps consacré au travail et le revenu qu'il procure.

Il n'existe pas de solution miracle aux problèmes de compétitivité, de sécheresse, de transmission ou de renouvellement des générations. Mais il y a une priorité : **augmenter et sécuriser les rémunérations des agriculteurs**.

Parce que le revenu conditionne tout le reste.

Un agriculteur qui ne sait pas comment il paiera ses charges à la fin du mois ne peut pas investir, diversifier ses cultures, modifier ses pratiques ou préparer son exploitation aux conséquences du changement climatique. Sécuriser son revenu, c'est lui donner les moyens de préparer l'avenir.

Concrètement, sécuriser les revenus, c'est mieux cibler les aides : davantage de soutien aux petites et moyennes exploitations, aux productions fragiles et aux investissements nécessaires pour s'adapter au changement climatique. Ces aides sont indispensables pour accompagner les exploitations et faire face aux risques, mais elles ne doivent pas masquer l'enjeu principal : les agriculteurs doivent pouvoir vivre dignement de ce qu'ils produisent.

Nous devons agir sur ce qui pèse directement sur leur quotidien : **alléger les charges et simplifier les démarches administratives.** On ne peut pas demander à un agriculteur de consacrer une journée entière chaque semaine à remplir des formulaires, multiplier les déclarations ou monter des dossiers pour pouvoir faire évoluer son exploitation.

La simplification n'est pas un slogan : c'est du temps rendu aux agriculteurs pour travailler, se former, transmettre et faire évoluer leur exploitation.

Mais simplifier ne signifie pas renoncer.

Répondre à la crise agricole ne peut pas consister à affaiblir les protections de l'eau, des sols ou de la biodiversité. Dégrader les ressources naturelles dont dépend directement l'agriculture ne ferait que créer de nouvelles vulnérabilités.

Comme présidente de la commission du développement durable, je le dis avec conviction : la souveraineté agricole ne se construira pas contre l'environnement. La transition écologique doit être accompagnée, financée et rendue possible. Là encore, le revenu est déterminant.

Sécuriser les revenus, c'est aussi **permettre aux agriculteurs de ne pas choisir leurs cultures uniquement en fonction de leur rentabilité immédiate.** Cet été, dans mon propre champ, tout a brûlé sous l'effet de la sécheresse. La réaction la plus rationnelle serait alors de me tourner uniquement vers des cultures moins gourmandes en eau et plus sûres économiquement. Mais si tous les agriculteurs font ce choix, certaines productions finiront par disparaître.

Nous ne pouvons pas réduire l'agriculture française aux seules cultures les plus rentables ou les plus résistantes. Notre souveraineté alimentaire dépend au contraire de notre capacité à maintenir une agriculture diversifiée. Sans cette diversité, nous produirons moins en France et dépendrons davantage des importations.

Enfin, nous devons préparer la transmission.

Une agriculture souveraine est une agriculture dans laquelle des femmes et des hommes veulent encore s'installer, reprendre des exploitations et croire qu'ils pourront en vivre. Là encore, le niveau de revenu est déterminant.

Si nous voulons renouveler les générations, nous devons donner envie de devenir agriculteur. **Et pour donner envie, il faut pouvoir dire à celles et ceux qui s'installent : vous pourrez vivre de votre travail**, vous serez accompagnés dans les transformations nécessaires et vous ne serez pas seuls face aux risques climatiques et économiques.

Nous avons besoin d'une agriculture française qui produise, qui soit compétitive, qui permette aux agriculteurs de vivre dignement de leur métier et qui puisse s'adapter aux bouleversements à venir.

C'est à cette condition que nous construirons une véritable souveraineté alimentaire : **une souveraineté qui protège à la fois celles et ceux qui nous nourrissent et les terres, l'eau et la biodiversité qui leur permettront de continuer à le faire.** ●



LA FRANCE A UN AVENIR AGRICOLE : À NOUS DE LE CHOISIR

Marie-Josée ALLEMAND

▶Députée Socialistes et apparentés de la 1re circonscription des Hautes-Alpes



©Assemblée nationale

Je suis fille d'agriculteurs. J'ai grandi à Limans, près de Forcalquier, dans les Alpes-de-Haute-Provence, dans une famille où la terre faisait partie de la vie quotidienne : le travail, les saisons, les inquiétudes, les réussites et cette fierté particulière de produire quelque chose d'utile. Je suis devenue moi-même agricultrice, éleveuse d'ovins, à Gap aux côtés de mon conjoint, avant que mon fils ne nous rejoigne sur l'exploitation. Aujourd'hui députée des Hautes-Alpes, je n'ai rien oublié de cette vie-là. Je sais ce que signifie dépendre de la météo, surveiller ses bêtes, compter avec les prix, les charges, les normes et parfois avec des décisions prises très loin du terrain.

C'est aussi pour cela que je reste profondément convaincue d'une chose : la France a un avenir agricole. Mais cet avenir, nous devons le choisir. Nous parlons beaucoup de souveraineté alimentaire. Pour moi, elle commence par une évidence : celles et ceux qui nous nourrissent doivent pouvoir vivre dignement de leur travail. Il faut mieux protéger la rémunération des producteurs, mieux faire respecter le partage de la valeur et renforcer la place des produits français, locaux et de qualité dans la commande publique. Acheter français lorsque nous en avons la possibilité, ce n'est pas seulement soutenir une exploitation. C'est soutenir des emplois, des savoir-faire, des territoires et une certaine conception de notre alimentation. Cela suppose aussi d'être cohérents dans nos échanges commerciaux. Nous pouvons demander beaucoup à notre agriculture en matière sanitaire, sociale ou environnementale. Mais nous devons alors exiger que les produits importés respectent des standards comparables. Les clauses miroirs, les contrôles et la réciprocité sont les conditions d'une concurrence loyale.

Je crois également que l'agriculture peut être l'une des grandes forces de notre adaptation au changement climatique. Les agriculteurs connaissent leurs terres. Ils voient évoluer l'eau disponible, les sécheresses, les rendements et la végétation. Dans les Hautes-Alpes, nous savons combien le pastoralisme entretient les paysages, maintient une activité en montagne et participe à la prévention des incendies. Cette transformation ne réussira qu'avec les agriculteurs. Il faut accompagner les changements, donner du temps, des moyens et de la visibilité, plutôt que multiplier les contraintes sans perspectives économiques.

« Quand une ferme disparaît, ce n'est pas seulement une exploitation qui ferme : ce sont des terres, des savoir-faire, des emplois et parfois une part de la vie d'un village qui s'effacent. »

Je suis tout aussi attachée à la transmission. Quand une ferme disparaît, ce n'est pas seulement une exploitation qui ferme : ce sont des terres, des savoir-faire, des emplois et parfois une part de la vie d'un village qui s'effacent. Nous devons faciliter l'installation, l'accès au foncier et l'investissement, et sécuriser les premières années pour permettre à une nouvelle génération de prendre la relève.

Enfin, aucune politique agricole ne peut être séparée d'une politique rurale. Pour qu'une exploitation vive, il faut aussi des vétérinaires, des abattoirs, des écoles, des médecins, des commerces, des routes, du numérique et des services publics accessibles. Une ferme est souvent l'un des piliers de son territoire. C'est cette vision que je défends : une agriculture française forte, productive, exigeante et profondément ancrée dans nos territoires. Une agriculture capable d'évoluer sans perdre son identité, qui rémunère le travail, protège ses ressources et transmet ses savoir-faire. Je ne crois ni à une agriculture-musée, entretenue parce qu'elle ne pourrait plus produire, ni à une agriculture abandonnée à une compétition mondiale sans règles. Je crois à une agriculture qui produit, qui innove, qui transmet et qui fait vivre nos territoires.



Au fond, derrière les débats sur la PAC, les normes, les aides ou les accords commerciaux, il y a une question qui se pose à tous les Français : voulons-nous que demain encore, des femmes et des hommes choisissent de se lever pour produire notre alimentation en France ? Pour moi, la réponse est oui. Et parce que je viens de ce monde-là, je continuerai à me battre pour lui donner un avenir. ●

POUR UNE SOUVERAINETÉ EN ACTES

Jean-Baptiste MILLARD

▶Délégué général d'Agridées



©Julie Le Cam

Le Cri de nos campagnes rappelle une évidence trop souvent reléguée au second plan : la capacité d'un pays à assurer son alimentation reste l'un des fondements de sa souveraineté. Mais celle-ci ne se mesure ni à un simple taux d'autosuffisance ni à la capacité de tout produire sur son territoire.

Être souverain, ce n'est pas rechercher l'autarcie, c'est conserver des marges de manœuvre, maîtriser ses dépendances stratégiques et rester en capacité de produire, d'investir, d'innover et d'échanger selon ses propres choix.

Or notre souveraineté alimentaire se fragilise. En 2025, l'excédent du commerce extérieur agroalimentaire français, longtemps l'un de nos atouts, s'est presque effacé. Ce signal révèle l'érosion de certaines capacités productives, une compétitivité sous tension et un décalage croissant entre les ambitions assignées à notre agriculture et les conditions économiques qui lui permettent de les atteindre.

« La souveraineté suppose de réconcilier ambition environnementale, compétitivité et réciprocité des règles. »

Les échanges commerciaux cristallisent ces tensions autour de la souveraineté. Hier considéré comme porteur de valeur ajoutée pour nos filières, le libre-échange est aujourd'hui dénoncé comme la source du déclin de notre agriculture. Si l'ouverture commerciale reste nécessaire, la concurrence déloyale n'est plus admise. La souveraineté suppose de réconcilier ambition environnementale, compétitivité et réciprocité des règles.



Au-delà des règles du commerce, la souveraineté exige aussi une action publique qui soutienne la capacité d'adaptation des agriculteurs et agricultrices et le dynamisme des filières. Elle suppose un cadre collectif, une politique agricole capable de fixer des priorités, d'orienter les transformations, de réguler certains déséquilibres et d'amortir les risques que le marché ne peut, seul, résoudre. Cette politique doit aussi disposer de moyens budgétaires à la hauteur des ambitions affichées.

La souveraineté se construit dans la durée, par les choix que nous faisons aujourd'hui. Cette ambition a un coût : celui de l'investissement, de l'adaptation et du maintien de capacités productives stratégiques.

Ce cadre collectif doit également tenir compte de l'imbrication des souverainetés. Les enjeux alimentaires, climatiques et énergétiques sont désormais étroitement liés. Permettre aux entreprises agricoles de gérer les aléas, de réduire leur dépendance aux intrants carbonés, de produire de l'énergie renouvelable ou de renforcer la fertilité des sols participe à la fois à leur robustesse économique et à la résilience des territoires. Cette articulation sera demain l'un des déterminants majeurs de notre autonomie collective.

Ces enjeux se rejoignent à l'échelle de l'entreprise agricole, où se prennent les décisions d'investissement et de transformation. La souveraineté est donc aussi entrepreneuriale. Une ferme est aujourd'hui une entreprise toujours plus complexe : elle mobilise du capital, des compétences, des technologies, des données et parfois plusieurs activités. Sa solidité tient aussi à la capacité de son dirigeant à choisir sa stratégie, à recruter, à investir, à s'équiper ou à diversifier ses revenus, puis à transmettre son entreprise.

C'est pour éclairer ces choix et les conditions de leur mise en œuvre qu'Agridées, le think tank de l'entreprise agricole, travaille notamment sur l'autonomie énergétique, les ressources humaines, l'intelligence artificielle, la transmission des entreprises agricoles complexes et les territoires fragilisés, ainsi que sur la construction d'un cadre légal adapté aux réalités agricoles.

Ces travaux s'appuient sur une conviction : l'entreprise agricole est le lieu où la souveraineté prend concrètement corps, mais elle ne peut porter seule cette responsabilité. Politique agricole et liberté d'entreprendre ne s'opposent pas, elles se renforcent lorsque la première crée un environnement stable, lisible et incitatif permettant à la seconde de déployer tout son potentiel.

Pour reprendre durablement la main sur notre alimentation, notre énergie et le développement de nos territoires, il faut conjuguer un cap politique, des mécanismes d'orientation et de régulation, des moyens budgétaires cohérents et des entreprises agricoles disposant de la confiance, de la visibilité et de la liberté nécessaires pour agir. La souveraineté redeviendra alors un objectif commun à l'ensemble de la nation. ●

DONNER À NOTRE AGRICULTURE LES MOYENS DE SA SOUVERAINETÉ

Gwenaëlle LE HO DAGUZAN

- Administratrice de France Invest
- Partner chez Ambienta



Nicolas CELIER

- Administrateur de France Invest
- Managing Partner chez Ring Capital



Maîtriser nos chaînes de valeur énergétiques, agricoles et industrielles, sécuriser nos approvisionnements en matières critiques, bâtir une économie circulaire : voilà les fondations de notre indépendance européenne. Le secteur agricole concentre l'ensemble de ces enjeux et constitue une parfaite illustration des problématiques de souveraineté.

Une dépendance devenue risque stratégique

Le blocus du détroit d'Ormuz a paralysé les approvisionnements en engrais azotés et fait s'envoler les coûts agricoles. Preuve que le modèle conventionnel, dépendant d'importations transitant par le Golfe, est un risque économique autant que géopolitique. Avant lui, la crise du Covid-19 avait perturbé les chaînes d'approvisionnement et la guerre en Ukraine provoqué une hausse durable des coûts de production. Ces chocs ne relèvent pas du hasard et révèlent une vulnérabilité structurelle. À cela, s'ajoutent des épisodes climatiques plus fréquents, qui affectent directement les rendements et la stabilité des exploitations.

Une puissance agricole qui s'érode

La France reste la première puissance agricole de l'Union européenne. Elle s'appuie sur des femmes et des hommes pleinement dévoués, réunis au sein d'un tissu dense d'exploitations, de coopératives et d'entreprises réparties sur l'ensemble du territoire. Mais cette position se fragilise. En 2025, l'excédent commercial agroalimentaire est tombé à son plus bas niveau depuis la fin des années 1970, le solde des produits agricoles bruts devenant même déficitaire ; une situation quasi inédite en un quart de siècle. Les importations progressent de plus de 8 % sur l'année, tandis que nos parts de marché à l'export reculent dans plusieurs filières, des fruits et légumes aux protéines végétales. La production reste élevée, mais sa compétitivité relative s'affaiblit dans un environnement international plus concurrentiel.

Le nécessaire renforcement du financement de la chaîne de valeur agricole

La souveraineté agricole ne se joue pas uniquement au niveau de l'exploitation. Elle se construit tout au long de la chaîne de valeur : des intrants et équipements jusqu'à la distribution. C'est là que le capital-investissement joue un rôle déterminant. Les fonds de capital-investissement accompagnent aujourd'hui des entreprises qui innovent pour décarboner et sécuriser cette chaîne : solutions d'engrais biologiques et alternatives aux intrants azotés importés, biotechnologies agricoles, outils de précision et de résilience face aux aléas climatiques, plateformes de distribution et de valorisation de la production. Ces entreprises constituent le tissu technologique et industriel indispensable à la souveraineté alimentaire. La vitalité des sols en est la condition première : elle détermine notre sécurité alimentaire, notre résilience face aux risques climatiques et sanitaires, la viabilité économique des exploitations et la capacité des générations futures à vivre de la terre. Au total, chaque année,

« La souveraineté agricole ne se joue pas uniquement au niveau de l'exploitation. »

les fonds de capital-investissement, d'infrastructure et de dette privée investissent plus de 50 milliards d'euros dans l'économie et accompagnent plus de 8 400 entreprises en France. Une partie d'entre elles œuvre à améliorer notre indépendance alimentaire. Ces investissements doivent se poursuivre et s'accélérer.

Le rôle de catalyseur de la puissance publique

Les pouvoirs publics ont ouvert la voie d'un co-investissement vertueux : dans le cadre de France 2030, le programme « Entrepreneurs du Vivant », doté de 395 millions d'euros, a été conçu pour créer un effet d'entraînement et orienter l'investissement privé vers la transition agricole. Ces initiatives montrent la voie, mais pour passer à l'échelle supérieure, la stabilité réglementaire est une condition nécessaire. L'Etat doit fixer un cadre et s'y tenir. Des lois de programmation dans des secteurs stratégiques tels que l'agriculture enverraient un signal fort. Ce modèle existe déjà pour la défense : osons le répliquer. De la même façon, face à la nécessaire réduction des dépenses publiques, nous appelons à libérer le capital dormant en mobilisant davantage l'épargne : la France détient près de 6 600 milliards d'euros d'épargne privée. A titre de comparaison, les fonds de capital-investissement français gèrent 490 Md€ d'actifs.

Donner à notre chaîne agricole les moyens d'investir n'est pas une option : c'est une condition directe du maintien de la production sur notre territoire et donc de notre souveraineté agricole. ●

Investir pour construire l'avenir.

Depuis plus de 40 ans, les acteurs du capital-investissement, de l'infrastructure et de la dette privée financent l'économie réelle.
Ils accompagnent plus de 11 000 entreprises, dont 8 400 en France représentant 2,5 millions d'emplois ; leurs investissements s'élèvent à plus de 50 milliards d'euros par an.
Au cours des cinq dernières années, leur action a contribué à la création nette de 310 000 emplois.

Conscients des défis, ils proposent des solutions.

Le Manifeste France Invest 2027

10 propositions pour
la souveraineté, la prospérité et l'attractivité de la France.

LIRE LE MANIFESTE



Conception : Tangrid - 2026

FRANCE INVEST

DÉFENDRE NOTRE AGRICULTURE, C'EST CHOISIR NOTRE AVENIR

Franck LEROY

▶Président de la Région Grand Est



©Région Grand Est

Sans agriculteurs, pas d'alimentation, pas de territoires ruraux vivants et pas de souveraineté alimentaire. Derrière l'avenir de notre agriculture se joue donc une question essentielle : voulons-nous conserver la capacité de produire ce que nous mangeons et rester maîtres de nos choix ?

La France dispose d'une richesse considérable : ses terres, ses savoir-faire, ses exploitations, ses coopératives, ses entreprises agroalimentaires, ses établissements de formation et de recherche.



Cette capacité à produire et à transformer sur notre territoire constitue un patrimoine stratégique que nous devons préserver.

Mais la souveraineté alimentaire ne se décrète pas. Elle se construit chaque jour. Elle suppose de protéger notre capacité de production, de permettre l'investissement, d'accompagner l'installation et la transmission et, avant tout, de garantir à ceux qui produisent la possibilité de vivre dignement de leur travail.

Car notre agriculture est confrontée à des transformations profondes. Le changement climatique bouleverse déjà les conditions de production : sécheresses, chaleurs extrêmes, tensions sur la ressource en eau, aléas plus fréquents. Partout, les agriculteurs adaptent leurs pratiques, expérimentent et investissent.

Cette transformation ne peut pas reposer sur eux seuls. Nous ne pouvons pas demander toujours davantage à notre agriculture tout en lui donnant toujours moins de visibilité. Produire, préserver les ressources, investir, s'adapter au climat et répondre aux attentes de la société n'est possible que si les exploitations disposent d'un modèle économique solide.

La première condition de toute transition reste donc le revenu. Sans revenu, pas d'investissement. Sans visibilité, pas de transmission. Sans perspectives, pas de nouvelle génération pour reprendre nos exploitations. Et les transformations que nous attendons ne peuvent être financées par les seuls agriculteurs.

« Notre ligne doit être claire : accompagner l'adaptation climatique sans organiser le recul agricole. »

Nous refusons également les fausses oppositions. Il n'y a pas à choisir entre une agriculture forte et la protection de l'environnement. Notre responsabilité est précisément de concilier les deux : continuer à produire, créer davantage de valeur dans nos territoires et préserver notre souveraineté alimentaire, tout en protégeant les sols, l'eau et les ressources dont dépend l'agriculture de demain.

Notre ligne doit être claire : accompagner l'adaptation climatique sans organiser le recul agricole.

Cela suppose une mobilisation collective. L'Europe doit garantir une politique agricole forte, soutenir l'investissement et donner de la visibilité. L'État doit assurer la stabilité des règles et créer les conditions permettant aux agriculteurs de vivre de leur production. Les Régions et les collectivités doivent agir au plus près du terrain. Les banques, les assurances et les filières doivent accompagner les transformations et mieux répartir la valeur.

Nous devons également agir sur les débouchés. Défendre notre agriculture, c'est permettre à nos produits de trouver leur place dans nos cantines, nos lycées, nos hôpitaux et l'ensemble de la restauration collective. La commande publique doit pouvoir devenir davantage un levier de souveraineté alimentaire, de transition écologique et de développement de nos territoires. Cela suppose aussi de faire évoluer, lorsque cela est nécessaire, les règles européennes pour mieux prendre en compte la proximité des approvisionnements et la réalité de nos filières agricoles.

Enfin, chacun a une responsabilité. Les consommateurs ont eux aussi, par leurs choix, la possibilité de soutenir des productions issues de nos territoires et transformées au plus près de chez eux.

L'enjeu dépasse donc largement l'avenir d'une profession. Il touche à notre capacité à nous nourrir, à maintenir une économie productive, à faire vivre nos territoires ruraux et à préparer les prochaines générations.

La souveraineté alimentaire ne peut être une ambition invoquée seulement lorsque survient une crise. Elle exige une politique constante, des investissements et des choix assumés dans la durée.

Nos agriculteurs prennent déjà leur part des transformations qui sont devant nous. Il appartient désormais à l'Europe, à l'État, aux collectivités, aux acteurs économiques et à l'ensemble de la société de prendre la leur.

Défendre notre agriculture, c'est préserver notre capacité à produire, à décider et à transmettre. C'est, au fond, choisir notre avenir. ●

RECONSTRUIRE LA SOUVERAINETÉ COMMENCE PAR LA FOURCHETTE

Philippe GOETZMANN

- Président de l'Open Agrifood Initiatives
- Président chez Philippe Goetzmann
- Président de la commission commerce de la CCI Paris Île-de-France
- Membre de l'Académie d'agriculture de France



Depuis l'irruption du terme « souveraineté alimentaire » dans le débat public à l'occasion de l'épidémie de Covid-19, le sujet s'est focalisé sur la production agricole : produisons-nous assez pour nous nourrir ? Notre manière d'adresser la question prend le problème à l'envers. Car sécuriser ou développer le volume de production agricole, en parlant eau, protection des cultures, installations et constructions, financement - toutes choses essentielles - ne sert à rien s'il n'y a pas en face des clients pour acheter : les consommateurs bien sûr, mais aussi les distributeurs et les industriels.

Centrées sur l'amont, nos politiques publiques ou de filières n'ont guère brillé depuis vingt ans. Si nos soucis de compétitivité-coût sont bien connus, l'adéquation imparfaite de notre offre aux évolutions rapides du marché alimentaire l'est moins. Le mouvement de la consommation vers le snacking, la baisse du repas familial et de la pratique de la cuisine, le désamour du vin, j'en oublie, n'étaient pas imprévisibles, mais la France a largement continué à produire, comme avant, les mêmes produits qu'avant, constatant autant une baisse de production par la contrainte normative que par la perte de marchés, notamment en France.

Les metteurs en marché aussi ont beaucoup changé, et ce n'est pas fini. Le poids de la restauration a fortement augmenté en volume par le développement puissant de la restauration rapide. Les spécialistes alimentaires connaissent un vrai élan. Et les commerçants étrangers ont gagné des parts de marché avec des méthodes et souvent des produits venus d'ailleurs. Ces modèles ont un point commun : le consommateur y achète un produit fini où les matières premières, donc leur origine, sont largement invisibilisées.

La souveraineté alimentaire ne peut partir de l'amont en espérant un consommateur docile et fidèle alors que nous sommes dans un marché ouvert avec des compétiteurs souvent moins chers et plus agiles face aux besoins du marché. Sa promotion ne peut donc passer que par un dialogue permanent et fécond entre tous les maillons de la chaîne et en mobilisant chacun. Bien sûr en aidant l'agriculture à retrouver toute sa puissance, mais aussi en redynamisant le tissu industriel et en soutenant le commerce, deux maillons fondamentaux dont nous devons garder les centres de décision en France : à chaque entreprise ou siège social qui quitte le territoire, la France perd un peu la maîtrise de son destin. Reconstruire notre souveraineté suppose donc d'agir simultanément sur toute la chaîne alimentaire.

Concilier relance de la production, adaptation climatique, respect de la biodiversité, amélioration de l'alimentation, pouvoir d'achat, investissements et partage de la valeur est extraordinairement difficile. Dans un monde alimentaire fait d'injonctions et souvent de discours lapidaires, les conflits et anathèmes sont hélas nombreux. Se parler, comprendre les enjeux et les contraintes des partenaires, considérer chacun avec bienveillance, est plus que jamais fondamental. C'est tout le sens de ce que propose Open Agrifood depuis sa création en 2014 : réunir l'ensemble des acteurs de la chaîne alimentaire du champ à l'assiette, jusqu'aux consommateurs de plus en plus exigeants, autour des enjeux de l'alimentation et favoriser les échanges et réflexions collectives autour des transformations.

« Reconstruire notre souveraineté suppose donc d'agir simultanément sur toute la chaîne alimentaire. »

L'alimentation est complexe et ses effets sont multiples : elle conditionne notre santé, notre environnement, notre économie aussi. L'acte de manger, et d'abord d'acheter et choisir, réalisé chaque jour par chacun de nous, est donc un des plus importants. Alors que l'alimentation se transforme profondément et que la transmission des savoirs culinaires s'étiole, il est vital de développer les savoirs des consommateurs. Comprendre un produit, une étiquette, une recette, une origine, un équilibre alimentaire, décoder une publicité, le discours d'un influenceur, sont essentiels. La souveraineté alimentaire commence ainsi par des consommateurs libres et responsables, c'est-à-dire compétents. C'est tout le sens de l'école de l'alimentation portée par Open Agrifood Initiatives depuis 2021. Plus largement c'est une élévation de la compétence alimentaire de tous les Français qu'il faut porter.

Pour rétablir la souveraineté alimentaire, il faut partir de la fourchette. ●



REDONNER SA FORCE À LA FERME FRANCE : LA CAUSE RURALE AU CŒUR DE NOTRE SOUVERAINETÉ

Stéphane LAYANI

▶Président du Marché International de Rungis



©William Lacalmontie

La France possède un privilège inestimable : une agriculture d'une diversité exceptionnelle, des terroirs célébrés, des savoir-faire séculaires et des paysans d'un dévouement exemplaire. Notre territoire n'est pas en déclin ; il dispose au contraire d'un modèle enviable, porté par le respect profond de toute une Nation pour ses producteurs. Mais pour que ce modèle continue de nourrir nos concitoyens, nous devons changer totalement de perspective. La souveraineté alimentaire ne se construira pas dans l'incantation ou le repli : elle exige de redonner attractivité, rentabilité et ambition à l'ensemble de nos campagnes.

Reconstruire l'attractivité et la rentabilité

Le premier défi de notre souveraineté est démographique. Comment convaincre les jeunes générations de s'installer sans perspectives claires ni juste rémunération de leurs efforts ? Produire en France doit redevenir une activité désirable, moderne et économiquement viable. Cela impose de remettre la rentabilité des exploitations au cœur de nos politiques publiques. Indépendamment des contraintes réglementaires ou climatiques, que l'on ne peut pas nier, nos agriculteurs doivent pouvoir vivre dignement de leur travail, dégager des marges, investir et grandir.

Cette rentabilité passe inévitablement par notre capacité à rayonner en dehors de nos frontières. La souveraineté ne signifie pas l'autarcie. À l'image de ce que l'Italie a su bâtir, nous devons structurer une véritable « Team France » à l'exportation. Portons ensemble, de manière offensive et coordonnée, nos appellations, nos SIQO, nos produits et nos savoir-faire sur les marchés internationaux. L'excellence française doit être conquérante. J'en ai la conviction absolue.

Remonter la chaîne depuis l'assiette

Pour reconstruire cette valeur, il faut partir de l'assiette. L'alimentation est le lieu par excellence du consensus républicain, du partage et du bien-manger. C'est en remontant depuis le consommateur que nous redonnerons du sens à toute la chaîne, en rompant définitivement avec la logique néfaste des « produits d'appel » destructeurs de valeur. L'alimentation n'est pas une tête de gondole, ni une tendance éphémère. Reconstruire de la valeur ne signifie pas nécessairement vendre plus cher : il s'agit de recréer de la marge brute pour nos producteurs et nos entreprises grâce à la maîtrise des volumes, à l'optimisation des flux et à une chaîne de distribution repensée.

C'est ici que le réseau des marchés de gros et des grossistes joue un rôle irremplaçable. Loin d'être de simples intermédiaires, ils constituent une interface stratégique nationale et territoriale capable de sélectionner, de différencier et de valoriser la production française. En connectant efficacement les exploitations à la diversité des débouchés - la restauration, les cantines publiques, les commerces de proximité et les marchés -, nous faisons vivre le rythme des saisons et la vitalité de nos territoires.

La Cause rurale comme priorité nationale

Mais le « Cri de nos campagnes » dépasse la seule question agricole. La vitalité de nos territoires forme un tout indissociable :

« La souveraineté alimentaire ne se construira pas dans l'incantation ou le repli : elle exige de redonner attractivité, rentabilité et ambition à l'ensemble de nos campagnes. »

il s'agit de réconcilier le temps des vacances ou des week-ends des Français avec le quotidien de ceux qui y vivent à l'année, en instaurant une véritable cohabitation entre rurbains et agriculteurs. Pour faire de la Cause rurale une priorité nationale, nous devons déployer des réponses concrètes sous le fil conducteur de la simplification. Cela suppose d'abord de sauvegarder nos commerces ruraux en soutenant les derniers comptoirs et épiceries de village. Cela exige ensuite un plan d'action pragmatique pour valoriser la place des femmes en milieu rural (emploi, mobilité, santé, parité). Enfin, nous devons garantir la sécurité rurale grâce à une coordination renforcée entre les forces de l'ordre et les acteurs locaux.

Rungis et les MIN : le fil rouge de la reconquête

Face à ces enjeux, le Marché de Rungis et l'ensemble du réseau des 25 Marchés d'Intérêt National (MIN) apportent une preuve concrète : celle d'un système qui fonctionne, crée de la valeur et tourne quotidiennement au service de la Nation. En tant que carrefour physique et humain reliant producteurs, grossistes, détaillants, restaurateurs et collectivités, les marchés de gros sont le trait d'union indispensable entre la ville et la campagne.

En tant que relais incontournables, en reconstruisant la valeur tout au long de la chaîne, en diversifiant les débouchés et en redonnant de la fierté à nos territoires, nous garantirons la souveraineté alimentaire de la France et nous maintiendrons vivantes nos campagnes, ferme après ferme. ●

UNE COLLECTION DOCUMENTAIRE



UNE VISION POUR LA FRANCE

REPRENDRE LA MAIN

Huit films sur ce que la France sait encore faire, racontés par celles et ceux qui la font.

01	LE CRI DE NOS CAMPAGNES	ALIMENTATION
02	SANS BOUCLIER	DÉFENSE
03	GUÉRIR LA FRANCE	SANTÉ
04	LE PRIX DE L'INDÉPENDANCE	ÉNERGIES
05	FABRIQUÉ EN FRANCE	INDUSTRIES
06	LA GUERRE DES DONNÉES	NUMÉRIQUE
07	L'ARGENT DE LA FRANCE	FINANCES
08	LES ARTÈRES DE LA NATION	TRANSPORTS

UNEVISIONPOURLAFRANCE.FR

La Région Grand Est

ARKEA BANQUE Entreprises & Institutionnels

FRANCE INVEST

LCP ASSEMBLÉE NATIONALE

une production LE TROMBINOSCOPE

SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE 2027 : LE SALON DE TOUS LES RESPECTS !

En tant que premier salon de France, le SIA a des responsabilités particulières envers son écosystème — comme on dit dans les réunions feutrées —, plus simplement envers tout, tous ceux et toutes celles qui l'ont aidé à se développer et à grandir.
En témoignent les réactions envers chaque étape de la construction de l'événement. D'où qu'elles viennent, elles sont passionnées et remplies d'affect, car tout le monde a bien conscience que le salon du vivant crée des relations « vivantes », elles aussi.
Nous ne sommes pas un salon comme les autres, de même que l'agriculture n'est pas un secteur comme les autres !
Cela va mieux en le disant. Ni arrogance, ni modestie particulière : juste une réalité partagée.
Dans tous les cas, nous avons à cœur de remettre plus que jamais à l'honneur, pour la prochaine édition, le mot : Respect !

Respect des visiteurs, bien entendu

Ils viennent en nombre et depuis si longtemps arpenter les allées, voir les animaux, découvrir les végétaux, déguster notre terroir, comprendre aussi parfois les enjeux et toujours être en empathie avec le monde agricole, dont ils connaissent de moins en moins le quotidien, mais de plus en plus les affres.
Les visiteurs ne sont plus les mêmes qu'il y a 20 ans, chacun peut le constater. Ils veulent avant tout un confort de visite, dans une convivialité préservée et entretenue.
La pédagogie est essentielle pour garder ce pont indispensable entre citoyens et monde paysan.
Disons-le tout de go : nous avons des visiteurs avertis et d'autres, plus novices, qui ne font pas toujours la différence entre la dégustation de produits de qualité et la consommation aveugle.
C'est une des raisons pour lesquelles la pédagogie est un enjeu majeur pour les années à venir.
Nos visiteurs sont attachants et attachés. Attachants car, dans leurs yeux, il y a toujours la lueur de l'émerveillement ; attachés car, quand ils aiment le Salon, ils y reviennent avec la ponctualité de la pendule.

Respect des exposants, assurément

Ils sont l'âme et la vitalité de notre salon.
Près de 1 200 stands et présences, avec cette volonté jamais démentie de montrer, présenter, valoriser, expliquer pour que, de la connaissance, vienne, là aussi, le respect de toute une filière.
Des exposants qui innovent, des exposants qui prennent des initiatives : un salon vivant, on vous dit !
Mais le miracle vient d'ailleurs. Il est français.
C'est que, pendant neuf jours, se côtoient toutes les régions, toutes les productions, tous les modes de production, tous les caractères, dans un climat qui se veut bon enfant et dans lequel règne la vie d'un grand village.
C'est un exploit chaque année renouvelé et… admiré.
Les exposants créent ensemble une petite France ou une immense ferme, selon le biais choisi.
Ils créent surtout le lien majeur entre tous les publics et leurs activités.

Respect du bien-être animal, totalement

Notre salon n'accueille pas moins de 4 000 animaux.
Un dispositif vétérinaire conséquent y officie pour que les conditions optimales du bien-être animal soient respectées.
C'est notre ADN.
Le monde animal se montre aux yeux de plus de 600 000 visiteurs : il ne peut y avoir de fausse note.
Respecter le travail de l'éleveur passe aussi par ses conditions de vie sur le Salon.
C'est un travail de longue haleine, amélioré chaque année, d'ailleurs.

Respect des femmes et des hommes qui font le SIA, pleinement

Imaginez 12 000 personnes qui, chaque matin, franchissent la porte du Salon pour y travailler. Ils sont organisateurs, animateurs, techniciens, cuisiniers, caissiers, agents de propreté ou de sécurité. Ils sont affiliés à une filière, à une administration ; ils viennent d'ici ou d'ailleurs…
Ils sont surtout courageux, car bosser au SIA, c'est le plaisir renouvelé de participer à une grande aventure, mais c'est aussi de la résistance, de la résilience et, au fond, un investissement personnel et professionnel de grande qualité.

Respect des politiques, de façon équidistante, réciproquement

Nous sommes un salon neutre qui ne prend, par essence, pas parti pour tel ou tel candidat ou organisation politique.
En revanche, nous les accueillons tous sans distinction aucune.
C'est notre fierté.
L'agriculture mérite cette considération, car le travail agricole, ce n'est pas rien.
En même temps, nous ne sommes pas naïfs : nos compatriotes engagés viennent parfois faire leur marché, et pas seulement de produits régionaux.
Mais l'important n'est pas là.
Si leur temps d'écoute et leur capacité à proposer s'activent au Salon, alors notre mission est remplie : celle d'être le terrain des possibles.
Pour autant, le respect doit être à double sens. À notre mobilisation pour recevoir en sécurité et en convivialité les politiques nationaux et locaux doit répondre, en miroir, la conscience et le respect de la sécurité des visiteurs, ainsi que leur volonté d'avoir une visite tranquille et confortable.
Que le SIA soit un salon politique, certes, mais il ne peut pas être le salon du politique, au détriment de familles qui ne pourraient pas circuler librement.
C'est aussi un enjeu, à notre petit niveau, en période présidentielle.

Respect du passé et des racines, volontairement

Le Salon International de l'Agriculture vient de loin, mais ne vient pas de rien.
Il a ses propres valeurs, qui sont toutes issues de l'agriculture nationale.
La solidarité n'est pas un vain mot.
La convivialité n'est pas une vaine promesse.
L'ouverture au monde n'est pas une idée vague.
Le professionnalisme n'est pas un concept abscons.
Nos valeurs ne sont pas aseptisées. Elles ne sont pas intangibles. Elles sont le résultat de notre histoire.
On monte à Paris. On vient au Salon. On participe à une soirée. On revoit des copains. On espère parler avec le cœur de ses doutes et de ses espoirs.
Voilà ce que l'on peut entendre.
Ce Salon, pas comme les autres, prend aux tripes.
Ce n'est pas une valeur, c'est une réalité : celle d'un agriculteur, d'un exposant, d'un visiteur, d'un jeune qui regarde le métier, d'un fils de paysans qui n'a pas repris la ferme, d'une petite-fille d'agricultrice qui se demande ce qu'elle pourrait créer avec sa grand-mère.
C'est aussi celle d'un monde agricole qui se questionne, qui se transforme et qui cherche son avenir.
Et peut-être est-ce justement là que le respect prend tout son sens : regarder ce qui nous a construits, comprendre ce qui nous rassemble et donner à chacun la possibilité d'imaginer ce qui vient après.
Car si le Salon est profondément ancré dans son histoire, il n'est pas tourné vers le passé.
Il est là pour faire vivre les liens, transmettre, faire découvrir, susciter des vocations, faire naître des idées et permettre à l'agriculture de continuer à écrire son histoire.
Le respect, finalement, c'est aussi cela : savoir d'où l'on vient pour mieux regarder où l'on va.

Jérôme Despey,
Président
du salon international
de l'agriculture

agriDées
RÉFLÉCHIR • PARTAGER • AVANCER

Le Think tank de l'entreprise agricole

Débattre des transformations agricoles. Éclairer ceux qui décident.







Analyses · Débats · Propositions

Pour répondre aux grands enjeux sociétaux et aux défis majeurs de l'agriculture du XXIe siècle.

Laboratoire d'idées
Agridées nourrit le débat et contribue aux choix d'aujourd'hui et de demain.

Think tank indépendant
Autonome financièrement, Agridées fédère un large réseau d'adhérents et de partenaires.

Publications & rencontres
Agridées est un producteur de contenus et réflexions, un lieu de dialogue et d'évènements.

↓

Agriculteurs, entreprises, enseignants & chercheurs, organisations agricoles, décideurs publics & privés.

Retrouvez toutes nos publications et nos actualités sur **agridees.com**

RUNGIS
MARCHÉ INTERNATIONAL

LE PLUS GRAND MARCHÉ DE PRODUITS FRAIS AU MONDE

234
HECTARES DE SUPERFICIE

+DE
250 000
RÉFÉRENCES PROPOSÉES

+ DE
18
MILLIONS
DE PERSONNES NOURRIES

+ DE
1 200
ENTREPRISES



Retrouvez-nous sur les réseaux pour découvrir les coulisses du Marché !

SCANNEZ-MOI